

1) L'usine de Lacq

Décembre 1951, le gaz jaillit à Lacq 3.

La Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine vient de découvrir "Lacq-Profond" : un destin de "multinationale" s'ouvre à elle (en 1976, elle deviendra Elf Aquitaine pour être finalement absorbée par le groupe Total en 2000).

Mais le gaz de Lacq possède des propriétés physico-chimiques extrêmes : une forte pression, une forte température, une forte teneur en hydrogène sulfuré et en gaz carbonique qui provoquent la corrosion rapides des aciers utilisés à cette époque.

Il faudra attendre la fin de l'année 1955 et la conception d'alliages spéciaux par les aciéries de Pompey (Lorraine) pour que la décision d'exploitation soit enfin prise.

Mise en service au mois d'avril 1957, la capacité de traitement de l'usine était alors d'un million de mètres cubes de gaz brut par jour. Elle a augmenté par étapes, par l'addition de nouvelles installations, pour pouvoir traiter jusqu'à 33 millions de m³ par jour en 1975. Depuis 1982, la charge de l'usine diminue par paliers au fil des années et devrait s'arrêter en 2013.

Emploi et production

Le nombre d'emplois a évolué au fil de la production, s'il avoisinait les 2000 salariés au cours des années 1970, ils n'étaient plus que 1200 à y travailler à la fin des années 90. Depuis, la réduction des quantités de gaz extraites du gisement se répercute directement sur l'emploi.



Opérations réalisées à l'usine de Lacq

Les principales opérations réalisées à l'usine de Lacq consistent à éliminer les composants acides H₂S et CO₂ (désulfuration), puis à séparer le méthane et les hydrocarbures condensables (dégazolinage). Certains de ces derniers sont transformés en produits servant de base à des fabrications chimiques. On récupère, d'autre part, le soufre contenu dans l'H₂S séparé du gaz brut. L'hydrogène sulfuré sert également à fabriquer des produits chimiques dérivés du soufre, donnant naissance à la thiochimie.

2) La distribution du gaz commercial

En 1957, le gisement de Lacq est mis en exploitation tout comme le site de stockage en nappe aquifère de Lussagnet chargé initialement d'assurer la modulation de la production de gaz naturel. Du fait des nouvelles réserves disponibles de gaz naturel dans le Sud Ouest, la Société Nationale de Gaz du Sud Ouest (SNGSO) se voit confier les missions de transporter et commercialiser le gaz naturel dans 14 départements du sud-ouest de la France ainsi que l'exploitation et l'entretien du réseau mis en place dans le Grand Sud-Ouest, soit plus de 800 km de canalisations.

Le réseau se développe très rapidement de l'Atlantique à la Méditerranée: 3000 kilomètres dans les années 80 et 4200 kilomètres aujourd'hui à travers 400 points de livraison.

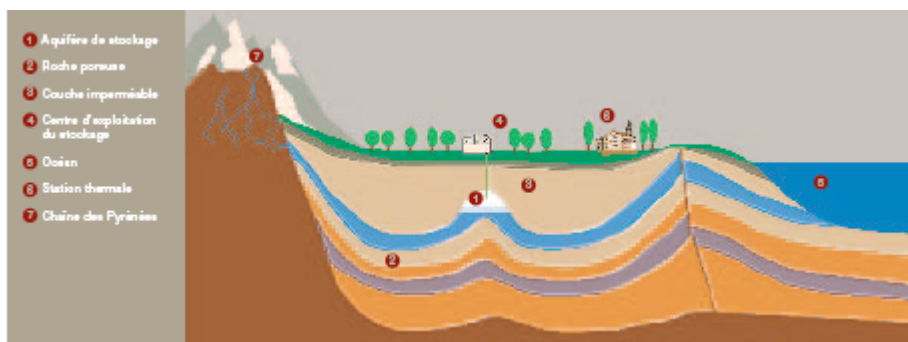
Avec la construction d'une interconnexion avec le réseau espagnol en 1993, la première canalisation de gaz transpyrénéenne, reliant Lacq à Calahorra en Espagne, via le Port de Larrau à 1600 m d'altitude, la SNGSO devient un acteur du transport international intra-européen.

A partir de 1998, la SNGSO devenu GSO assume en totalité les missions d'approvisionnement, de transport et de vente du gaz naturel.

Depuis 2005, avec la fusion des activités transport et stockage, TIGF devient un opérateur technique, opérationnel et commercial disposant d'une entité technique cohérente et d'importants moyens dévolus à la sécurité des hommes et des équipements. La société occupe un rôle à tous les niveaux de la chaîne gazière.

Stockage

Alors que la demande en gaz naturel ne cesse de croître, le site de Lussagnet (64) a vu ses capacités de stockage se multiplier par quatre depuis sa création. A Lussagnet s'ajoute l'ouverture du site de stockage d'Izaute(32) qui répond aux besoins du centre et sud-est de la France.



Quelques dates :

1939 : Découverte du gisement de gaz naturel de Saint-Marcet.

1945 : Naissance de la Société Nationale de Gaz du Sud-Ouest.

1957 : Mise en exploitation du gisement de Lacq et du site de stockage de Lussagnet.

1976 : Fusion de l'ERAP, successeur de la RAP et de la SNPA pour constituer la Société Nationale Elf Aquitaine.

1993 : Première canalisation de gaz transpyrénéenne reliant Lacq à Calahorra en Espagne (près de Pampelune), via le Port de Larrau à 1600 m d'altitude.

1994 : Privatisation de la Société Nationale Elf Aquitaine qui conduit la SNGSO à ne plus être " Société nationale " et à devenir simplement " Gaz du Sud-Ouest " (GSO).

1998 : création de EAGFS – TSGF

2000 : création du site de stockage d'Izaute

2000 : Fusion des groupes TotalFina et Elf qui donne naissance à TotalFinaElf.

2003 , Tota lFina Elf devient Total, détenant 70% du capital de GSO.

2004 : accords signés entre Total et Gaz de France dénouant l'ensemble des contrats historiques et des participations croisées qui liaient en France les deux entreprises au travers de leurs sociétés communes de transport et de fourniture de gaz en France, Gaz du Sud-Ouest (GSO) et la Compagnie Française du Méthane (CFM).

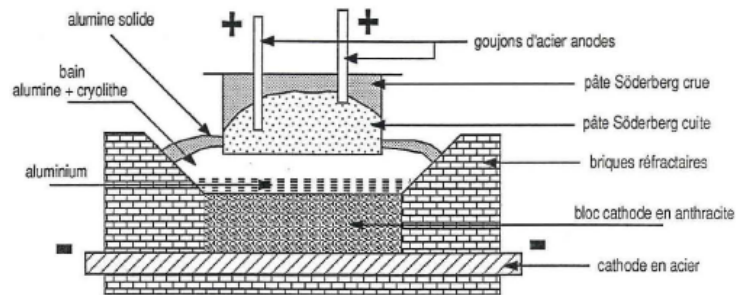
1^{er} janvier 2005 : Gaz du Sud-Ouest filiale à 100 % de Total devient TIGF

8 avril 2005 : fusion-absorption de TSGF et TTGF par TIGF

3) Produire de l'aluminium

Avec la création de la centrale électrique d'Artix, EDF brûle le gaz naturel de Lacq pour en faire de la vapeur qui alimente et fait tourner 3 générateurs de 125 mégawatts chacun. Les deux tiers du courant électrique produit alimentent l'usine Pechiney de Noguères qui transforme la bauxite en aluminium de première fusion. Très gourmande en eau de refroidissement, cette centrale est installée au bord du Gave et nécessitera la construction d'une série d'ouvrages hydrauliques, dont le barrage sur la Gave.

Constituée d'une série de grands halls de 700 mètres de long dans lesquels étaient installées des cuves d'électrolyse, l'usine Pechiney de Noguères pouvait produire jusqu'à 120 000 tonnes par an d'aluminium par électrolyse de l'alumine fondue extraite de la bauxite.



Coupe transversale d'une cuve d'électrolyse

Inaugurée en 1960, c'est l'usine d'aluminium la plus moderne existant à l'heure de sa mise en service. Elle sera longtemps la vitrine de la technologie des cuves Soderberg à 100 000 ampères.

En 1980 sa production était de 90.00 tonnes/an.

Grâce au gaz de Lacq, la production d'aluminium française va augmenter de 50%

La fermeture de la centrale d'Artix, annoncée dès 1985 sera effective en 1987 avec le découplage, de la dernière turbine. Depuis, ces bâtiments abritent une unité de fabrication de polystyrène extrudé.

Annoncée en 1988, la fermeture de l'usine Pechiney interviendra en 1991 et les bâtiments industriels seront rasés.

Ce sont près de 1000 emplois (150 à EDF, 600 à Pechiney, plus de 200 dans la sous-traitance) qui seront ainsi supprimés. Les fermetures seront compensées en partie par la création d'unités nouvelles mais elles marqueront surtout le passage à une nouvelle époque du bassin industriel.

4) Le chimie des plastiques

Pour développer l'utilisation des produits extraits du gaz de Lacq, la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine construit à Mont, en 1962, un site consacré à la production des matières plastiques. En 1963, l'unité de fabrication de polystyrène est mise en service. Elle s'arrêtera en 1979. Deux lignes de polyéthylène haute pression (Pehp) rapidement adaptées pour la production de copolymères éthylène acétate de vinyle (EVA) démarrent en 1963. Ces unités s'arrêteront définitivement en 2005.

La fabrication de Lactame 12 est inaugurée en 1970, cette production augmentera au fil des ans pour atteindre une capacité de 24000 tonnes / an aujourd'hui.

Depuis 1972 avec l'installation d'un laboratoire d'applications et la création d'une zone "Pilotes et petites fabrications" la recherche et le développement de produits et application prend une importance de plus en plus grande.

Au début des années 1980 les premières productions industrielles de poudres polyamides Orgasol® et de polymères greffés apparaissent. En 2004 la capacité de production des Orgasol® passe à 950 tonnes / an, celle des greffés Orevac® à 18000 tonnes /an en 2005.

En 1998, Arkema s'engage résolument dans la recherche appliquée autour des nanomatériaux. Avec le démarrage du pilote Nanostrength Arkema passe à leur fabrication à l'échelle industrielle et s'impose comme un acteur mondial majeur dans le domaine des nanomatériaux, avec une offre étoffée et de nombreux partenariats de recherche au niveau mondial établis avec des laboratoires publics, universités, transformateurs et industriels leaders dans leur secteur d'activité.

5) Le site de Pardies

Jusqu'à la fin 2009 , le site était occupé par trois unités industrielles fortement imbriquées et inter - connectées grâce à un réseau de pipe-lines qui leur permettaient des échanges de matières premières. Ces trois usines sont de gros utilisateurs de gaz naturel, tant comme source d'énergie que de matières premières

- ✓ Aquitaine Chimie devenu ACETEX puis **CELANESE** produisait de l'acide acétique et de l'acétate de vinyle monomère à partir du méthane - transformé en acétylène- de méthanol importé depuis le port de Bayonne, de gaz carbonique fourni par HYDRO et d'oxygène fourni par AIR LIQUIDE.
- ✓ Azolacq, devenu COFAZ puis **HYDRO Azote et Yara** , produit de l'ammoniac s des nitrates destinés à la fabrication d'engrais ou d'explosifs à partir d'azote fourni par AIR LIQUIDE, d'hydrogène en provenance d'ACETEX,
- ✓ **SOGIF (groupe AIR LIQUIDE)** produit de l'azote et de l'oxygène à partir d'air comprimé et, outre la fourniture à ses partenaires industriels du site, commercialise de l'oxygène et de l'argon sous la forme de gaz comprimés liquides.

Au total, la plate-forme de Pardies comptait 600 salariés, dont les deux-tiers pour ACETEX CHIMIE et 180 pour HYDRO CHEMICALS, les effectifs de la SOGIF étant beaucoup plus limités. Les restructurations engagées ou annoncées sur le site témoignent de la fragilité de ces établissements au regard de la surproduction qui tend à s'instaurer sur le marché mondial des dérivés de l'acide acétique et amènent des interrogations quant à la pérennité des engagements de certains investisseurs.

La fermeture de Célanèse à la fin de l'année 2009 a conduit à la suppression de plus de 500 emplois directs sans compter les conséquences sur les activités de services, l'emploi indirect, le fret du port de Bayonne et de la gare d'Artix.